



Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en Eau Potable
SAINT-AVE / MEUCON



DEPARTEMENT du MORBIHAN

C O N V E N T I O N

**entre : la Commune de SAINT-AVÉ, le SIAEP de Saint-Avé Meucon
et SAUR**

**pour la facturation et le recouvrement des redevances
et taxes d'assainissement non collectif par le gestionnaire de l'eau potable**

ENTRE :

La Commune de SAINT-AVÉ, représentée par sa Maire, Madame Anne GALLO, dûment habilitée à la signature des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du....., désignée dans le texte qui suit par l'appellation "La Collectivité",

d'une part,

Le SIAEP de SAINT-AVE MEUCON, représenté par son Président, Monsieur Thierry EVENO, dûment habilité à la signature des présentes en vertu d'une délibération du Comité syndical du 10 février 2016, désigné dans le texte qui suit par l'appellation "Le SIAEP",

ET

Saur, Société par Actions Simplifiée au capital de 101 529 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 339 379 984, dont le Siège Social est 11 chemin de Bretagne – 92130 ISSY LES MOULINEAUX, représentée par Monsieur Emmanuel DURAND, Directeur Régional Morbihan, désignée dans le texte qui suit par l'appellation "la Société",

d'autre part,

PREAMBULE :

La Société assure, aux termes d'un marché de services, l'exploitation du service public d'eau potable du SIAEP de SAINT-AVÉ MEUCON.

La Collectivité assure l'exploitation de son service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Conformément à l'article R2224-19-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Collectivité a souhaité confier à la Société, exploitante du service de l'eau potable du SIAEP, le recouvrement pour son compte de la redevance due par les usagers du service d'assainissement non collectif, suivant les bases tarifaires définies par elle.

La présente convention précise les modalités de facturation, de perception et de reversement des redevances et taxes d'assainissement non collectif par la Société,

Elle est établie conformément au décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives au mandat confié par les collectivités territoriales, en application des articles L1611-7 et L.1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle fait l'objet d'un avis conforme du trésorier de Vannes Menimur en date du 16 novembre 2016.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI :

Article 1 - Objet de la présente convention

La Société est chargée de la facturation et du recouvrement, pour le compte de la Collectivité, de la redevance relative au contrôle périodique de fonctionnement comme il est indiqué à l'exposé ci-dessus, et dénommée ci-après "redevance".

Ces opérations auront lieu en même temps que celles relatives à la gestion de la fourniture d'eau potable.

La redevance est perçue auprès du titulaire de l'abonnement au service public d'eau potable. Elle est portée de façon distincte sur les factures établies par la Société pour la fourniture de l'eau potable.

La Collectivité se chargera de la facturation de la redevance d'assainissement non collectif pour les usagers qui ne sont pas abonnés au service public d'eau potable.

Article 2 - Attributions de la Société

Les attributions de la Société sont les suivantes :

- Chaque trimestre, remise par la Collectivité à la Société de la liste des usagers au service de l'assainissement non collectif avec la nature et le montant de l'intervention à facturer. La Collectivité a seule qualité pour décider qu'un usager est, ou non, assujetti au paiement de la redevance,
- A partir de cette liste fournie par la Collectivité, établissement d'un fichier en vue de la facturation de la redevance,
- Incorporation sur les factures de vente d'eau du montant de la redevance dont le tarif aura été notifié par la Collectivité à la Société deux mois avant la date d'application,
- Encaissement auprès des usagers,
- Etablissement d'un bordereau des encaissements permettant à la Collectivité de contrôler le bien-fondé des sommes encaissées pour son compte,
- Versement dans la Caisse du Receveur municipal du produit de la redevance, après envoi de l'avis de virement au Trésorier de Vannes Ménimur.

Pour tous les nouveaux abonnés au service de l'assainissement non collectif, la Société est chargée de la diffusion du règlement du service de l'assainissement non collectif, par mail ou courrier postal.

Article 3 - Facturation de la redevance

La Collectivité indiquera à la Société, au plus tard le 1er juillet, le montant de la redevance à facturer.

Saur ne sera pas tenue pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient provoqués par des causes indépendantes de sa gestion propre, par exemple, par un retard à l'approbation des tarifs de vente d'eau ainsi que de la communication des documents définis à l'article 2 dans les délais prescrits ; elle n'aura en aucun cas à établir une facturation provisoire, ni une facturation spéciale pour la redevance d'assainissement non collectif.

La Société est également chargée de la facturation et du recouvrement des majorations dues pour non-paiement des redevances et des pénalités éventuellement décidées par la Collectivité, conformément au Code de la Santé Publique.

La Société en assurera alors le recouvrement et le reversement dans les mêmes conditions que la redevance d'assainissement.

Article 4 - Encaissement des redevances et taxes d'assainissement non collectif et gestion des recettes encaissées à tort

La Société encaisse les redevances et taxes d'assainissement non collectif en même temps que les factures d'eau émises en octobre.

Elle établit un bordereau des encaissements permettant à la Collectivité de contrôler le bien-fondé des sommes encaissées pour son compte,

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015 la Société est chargée du remboursement des recettes encaissées à tort auprès des usagers. Elle remet à la Collectivité toutes les pièces justificatives nécessaires au contrôle du remboursement des recettes encaissées à tort. Ces pièces sont jointes au décompte définitif annuel visé à l'article 5.

Article 5 Versement du produit des redevances et taxes d'assainissement non collectif

Le produit de la redevance réellement encaissé, sera versé par la Société à la Collectivité le 1er avril et le 1er octobre pour les facturations effectuées au cours du semestre précédent. Le solde sera versé par la Société au plus tard le 1er septembre de l'année suivante.

La Société établit avant le 1er juin N+1 un décompte annuel des produits encaissés pour le compte de la Collectivité.

Ce décompte fait apparaître les éléments suivants, décomposés en quantités et en prix unitaires et détaillés en part fixe s'il y a lieu, part variable :

a) Crédit

- montant des redevances mises en recouvrement au titre de la facturation de l'année N,
- montant des régularisations au titre des années antérieures détaillées par année,
- montant des impayés recouverts des années antérieures.

b) Débit

- montant global des impayés de l'année N à la date de présentation du décompte. En annexe à ce compte, Saur présente l'état des redevances remises au Receveur de la Collectivité pour recouvrement (cf article 6 ci-après),
- montant des régularisations au titre des années antérieures détaillées par année,
- montant des acomptes versés à la Collectivité,

c) Solde

Le montant du solde à verser à la Collectivité est égal à la différence entre a) et b) ci-dessus.

La Société présente sa facture de rémunération en même temps que le décompte annuel dans les conditions prévues dans l'article 7 ci-après.

Dès la présentation du décompte annuel à la Collectivité, cette dernière dispose d'un mois pour formuler ses observations. En l'absence de celles-ci dans le délai précité, le décompte sera tacitement accepté. Le solde du décompte, sera versé à la Collectivité sur demande écrite de celle-ci. En tout état de cause, et sans demande de sa part avant le 1er février N+1, le règlement sera effectué à cette date.

Toute somme non versée à ces dates porte intérêt au taux légal en vigueur.

Le reversement des acomptes dans les caisses de la Collectivité intervient sur la base d'un arrêté des encaissements 15 jours précédant l'échéance.

Article 6 **Moyens coercitifs - impayés**

En aucun cas, la Société ne peut être tenue pour responsable vis-à-vis de la Collectivité du non-paiement des redevances et taxes d'assainissement non collectif.

Après avoir utilisé des moyens mis à sa disposition par le règlement du service de l'eau, à l'exclusion des procédures contentieuses, la Société établit et adresse à la Collectivité un état des redevances et taxes mises en recouvrement depuis plus de trois mois et non recouvrées. En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances et taxes facturées.

Si la Saur parvient à encaisser ultérieurement une somme figurant à cet état des impayés, les sommes ainsi encaissées avec retard ainsi que les pénalités éventuelles prévues par la réglementation, sont ajoutées par la Société au versement du décompte annuel suivant et font l'objet d'une ligne spéciale sur l'état global correspondant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement non collectif présentées par les usagers ou les propriétaires sont instruites et traitées par la Collectivité. En cas de réception d'une réclamation de ce type par la Société, celle-ci informe l'usager ou le propriétaire des coordonnées de la Collectivité et transmet sans délai à la Collectivité toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement non collectif (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

La Collectivité informe par écrit la Société des décisions qu'elle est amenée à prendre en matière de dégrèvement sur le montant de la redevance due par certains usagers et lui indique la nature et le montant des régularisations à effectuer.

La Collectivité garantit la Société contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des usagers du service de l'assainissement non collectif, à l'exception d'un manquement de la Société aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

La Collectivité conserve l'entière responsabilité de l'exploitation du service public d'assainissement non collectif et, en particulier, l'ensemble des obligations fiscales notamment celles relatives à la déclaration et au reversement de la Taxe à la Valeur Ajoutée.

Article 7 - **Rémunération de la Société**

Les tâches relatives au recouvrement des redevances et taxes d'assainissement non collectif incombant à la Société en application de la présente convention sont rémunérées, en valeur de base hors taxes au 1^{er} janvier 2016 :

- par facture traitée et émise portant perception des redevances et taxes :
..... **2,00 €**

Cette valeur s'entend pour une tarification de la redevance semblable à la tarification de la vente d'eau, ainsi qu'il est précisé à l'article 4 ci-dessus.

Les prix à appliquer à chaque facturation sont obtenus en multipliant ce tarif de base par le coefficient K donné par la formule définie ci-après, dans laquelle les valeurs de base des paramètres à prendre en compte seront les valeurs connues au 1^{er} octobre 2015 :

$$K = (0,10 + 0,10 \frac{FSD2}{FSD2o} + 0,80 \frac{S}{So})$$

où :

FSD2o	indice des frais et services divers "2", base 100 au 1 ^{er} juillet 2004, valeur connue au 1 ^{er} octobre 2015	125
	
	(MTPB n° 5833 le 11.09.2015)	
So	indice du coût horaire du travail révisé tous salariés (ICHTrev-TS), base 100 en décembre 2008, valeur connue au 1 ^{er} octobre 2015, soit :	115,1
	
	(site internet INSEE le 08.07.2015)	

Pour le calcul de la formule, les valeurs des paramètres FSD2 et S seront celles connues au 1^{er} octobre pour la détermination de la rémunération de la Société applicable à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Si l'un des indices ci-dessus n'est plus publié, la Société proposera à la Collectivité son remplacement par un indice représentant sensiblement le même élément constitutif du prix, en indiquant les conditions de son raccordement. Les parties signataires se mettront d'accord par simple échange de courrier.

La Société adresse à la Collectivité, en même temps que le versement du solde visé à l'article 5, une facture établie sur cette base. La somme correspondante est réglée par la Collectivité à la Société dans les délais fixés par la réglementation en vigueur. Toute somme non versée dans ces délais ouvre droit à l'application d'intérêts au taux légal.

La Collectivité s'acquittera des sommes dues suivant les délais légaux en vigueur, par virement au compte suivant :

SOCIETE GENERALE – Paris – Agence RG entreprises
BIC SOGEFRPP
IBAN FR76 3000 3011 6300 0204 2279 092

Passé ce délai, la Société percevra des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013).

Article 8 - Dispositions diverses

Les signataires de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès de l'autre que ces obligations ont bien été remplies.

Article 9 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, la Collectivité et la SIAEP font élection de domicile : Mairie – Place de l'Hôtel de Ville – BP 40020 – 56891 SAINT AVÉ CEDEX.

La Société fait élection de domicile à l'adresse suivante : 23 bis rue de la Gare – 56690 LANDEVANT.

Article 10 - Durée et entrée en vigueur

La présente convention prend effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la durée du contrat d'exploitation du service de distribution d'eau potable intervenu entre la Société et le SIAEP de SAINT-AVE MEUCON, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Toutefois, si ledit contrat venait à prendre fin pour quelque cause que ce soit avant son échéance contractuelle, la présente convention prendrait également fin à la même date.

Elle cesse de plein droit de s'appliquer si la Collectivité opte pour un mode d'exploitation différent de son service public d'assainissement collectif.

A SAINT-AVÉ, le

Pour la Collectivité,
La Maire,
Anne GALLO

A LANDEVANT, le

Pour la Société,
Le Directeur Régional,
Emmanuel DURAND

A SAINT-AVE, le

Pour le SIAEP
Le Président,
Thierry EVENO